

## Compte rendu du CDEN de bilan de rentrée 2023



Le CDEN de rentrée 2023 s'est tenu encore une fois dans notre département très tardivement, le 6 novembre, jour de rentrée scolaire. Nous avons pu rappeler nos revendications et soulever les contradictions et autres problématiques en cette période.

### Lire la déclaration de la FNEC FP-FO

Comme aime le rappeler notre administration, notre département connaît, il est vrai, une légère baisse des effectifs dans le primaire (-700 élèves) mais sur les quelques 120 000 inscrits, pas de quoi améliorer le P/E (nombre d'élèves par professeur des écoles) qui est toujours dans le top 3 des plus mauvais de France !

Concernant la dotation pour cette année, au départ – 6 ETP (équivalent temps plein), elle est devenue après les nombreuses batailles que nous avons menées, + 14 ETP. Très insuffisant pour améliorer nos conditions de travail et celles de nos élèves !

À noter que nous avons appris la création de 2 postes supplémentaires accordés par le ministère pour le CNED.

Les documents transmis par l'administration montrent que les effectifs à 24 affichés par le ministère ne sont pas atteints (environ 20 % des classes de GS, CP, CE1 sont à plus de 24). Rien d'étonnant au vu des dotations qui ne suivent pas les annonces ! De plus ces annonces entraînent une forte augmentation des classes multi-niveaux pas toujours désirées par le conseil des maîtres et bien souvent des effectifs dans les autres niveaux.

Divers sujets ont été également abordés :

### **\* Le projet de redécoupage des circonscriptions du département :**

Une fois de plus un IA a la volonté de réorganiser les circonscriptions, en demandant au ministère la création d'une circonscription supplémentaire. Monsieur Leclerc (IA-DASEN) a précisé pour « y voir plus clair », pour « plus d'égalité » et « plus de mixité ». Enfin c'était le discours il y a quelques mois. La FNEC FP-FO avait alors demandé à être impliqué ou à minima consulté. Nous avons été une fois de plus mis devant le fait accompli, Monsieur Leclerc nous a présenté le projet déjà envoyé au ministère et donc peu, voire pas du tout modifiable.

Peu d'évolution de clarté, d'égalité et de mixité sociale visible, mais si le projet est validé au ministère, il est prévu la suppression d'une circonscription toulousaine et la création de deux hors Toulouse. Certaines circonscriptions seraient profondément modifiées : [voir les cartes en ligne](#).

Nous avons demandé une liste précise des circonscriptions avec les villes rattachées, cela nous a été refusé « tant que le projet n'est pas validé par le ministère ».

Retour prévu mi-décembre, mais nous avons déjà soulevé les problématiques engendrées pour les personnels tels que les Titulaires Remplaçants, les Titulaires de Secteur, les PSY EN ... si le projet était retenu. Nous avons obtenu qu'un groupe de travail soit organisé si tel était le cas afin de protéger au mieux les personnels impactés notamment sur des mesures de carte scolaire.

Rien de sûr donc, à suivre !

### **\* Convention Territoire Éducatif Rural (TER) :**

Après le TER du secteur du collège de Saint Béat (écoles de Ciep Gaud, Fos, Lorde, Marignac, St Béat et St Pé d'Ardet) en septembre 2022, l'IA DASEN annonce la volonté de créer 2 autres TER, dans le secteur du Lauragais et à Bagnères de Luchon. La FNEC FP-FO a rappelé ses inquiétudes

face à ce type de projet visant à territorialiser encore plus l'Éducation nationale. En effet, des règles et des budgets spécifiques sont mis en place avec les acteurs locaux (mairies, communautés de communes mais aussi la CAF, l'ARS, le département, l'AMR...).

**\* École inclusive :**

Mme Lambert (IEN SDEI) et Mme Eskénazi (IA adjointe SDEI) ont essayé de faire un bilan plutôt positif de l'École Inclusive sur notre département.

La FNEC FP-FO a une fois de plus rappelé la réalité du terrain. Les effets négatifs de l'école inclusive « **systématique** » à des buts d'économie budgétaire, sur les élèves et les personnels sont de plus en plus alarmants. La situation n'est plus tenable, beaucoup trop d'élèves et de personnels sont en souffrance. L'accès aux soins, à des dispositifs adaptés, à des formations spécialisés... doivent être respectés ! L'acte deux de l'École Inclusive dévoilé au printemps a été vivement critiqué.

Il est à noter que pour la première fois les autres organisations syndicales et la FCPE ont elles aussi tiré la sonnette d'alarme.

Quelques chiffres donnés par l'administration : 220 élèves notifiés en individualisé et 665 en mutualisé n'ont pas d'accompagnement AESH ; près de 13000 notifications.